








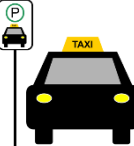



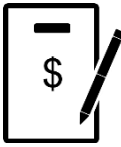


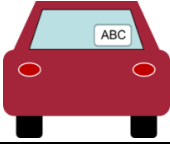


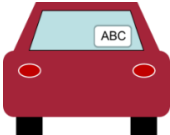


Transport rémunéré de personnes par automobile : schéma de l'industrie

Moyen employé pour répartir la demande de course	Type d'automobile qualifiée pouvant offrir le service		Mode de tarification
	Taxi	Automobile munie d'un accessoire	
 <p>Demandée par moyen technologique qui ne nécessite pas l'intervention d'une personne physique et qui permet au client d'en connaître le prix maximal et d'y consentir avant que le chauffeur ne soit informé</p>			<p>Tarification dynamique^{1,2}</p>  <p>Le prix de la course peut être différent des tarifs de la Commission des transports du Québec</p>
 <p>Demandée par téléphone</p>			<p>Tarifs¹ de la Commission des transports du Québec</p>  <p>Prix au départ : 3,50 \$ Prix/km parcouru : 1,75 \$ Prix/min. d'attente : 0,65 \$</p>
 <p>Chauffeur hélé dans la rue</p>			
 <p>Demandée de personne à personne (par exemple, à partir d'un poste d'attente)</p>			
 <p>Demandée dans le cadre d'une entente conclue avec une municipalité, une régie intermunicipale ou un autre organisme public pour le transport adapté ou médical</p>			<p>Tarif¹ selon l'entente ou le contrat</p>  <p>Le prix de la course peut être différent des tarifs de la Commission des transports du Québec</p>
 <p>Demandée dans le cadre d'une entente conclue avec une municipalité, une régie intermunicipale ou un autre organisme public pour le transport collectif</p>			
 <p>Demandée dans le cadre d'un contrat en convenant du prix d'une course avec le client (par exemple, une course quotidienne, etc.)</p>			

¹. À partir du 1^{er} janvier 2021, il faut ajouter au prix de chaque course la redevance de 0,90 \$ (plus les taxes applicables) qui est affectée au financement d'un programme d'aide financière.

². Lorsque, à la fois, la course est effectuée sur un territoire ainsi que pendant une période déterminée par le ministre et que ce dernier est d'avis que survient, sur ce territoire, une situation qui cause une perturbation importante de la circulation routière ou du transport en commun, le prix d'une course ainsi calculé ne peut excéder le prix obtenu en appliquant l'un des tarifs déterminé par le ministre parmi ceux fixés par la Commission multiplié par 1,5.